

COMMISSION PARITAIRE DES PORTS

Convention collective de travail du 13 **décembre** 1999 portant instauration et **fonctionnement** d'un *Paritair Coördinatiecomité voor Vakopleiding*

CHAPITRE I^{ER}: CHAMP D'APPLICATION - OBJECTIF

Article 1^{er}

La présente convention collective de travail s'applique aux travailleurs ressortissant à la Commission paritaire des ports et aux employeurs qui occupent ces travailleurs.

En application de la convention collective de travail accord social 1999-2000 pour les travailleurs portuaires, conclue au sein de la Commission paritaire des ports le 30 avril 1999, il est instauré au sein de la Commission paritaire des ports un *Paritair Coördinatiecomité voor Vakopleiding*, appelé ci-après «comité paritaire de coordination».

Article 2

Le *Paritair Coördinatiecomité voor Vakopleiding* a pour objectif:

- § 1 d'harmoniser autant que possible les programmes de formation utilisés dans les différents **ports**, ainsi que l'engagement de matériel didactique;
- § 2 de fixer des procédures identiques pour les centres de formation au niveau des Sous-commissions paritaires (notamment *Opkodingscentrum voor Havenarbeiders, Maria-ter-Duineninstituut, ...*) en vue de l'obtention de subventions de formation pour initiatives de formation paritaires;
- § 3 de fixer les procédures pour les entreprises en vue de l'obtention d'une subvention de formation requérant:
 - a) l'introduction du plan de formation d'entreprise et la demande de subvention auprès de la Sous-commission paritaire;
 - b) le respect, dans le volume de la subvention de formation, des efforts en matière de formation fournis au niveau de l'entreprise.

CHAPITRE II: CHAMP D'APPLICATION

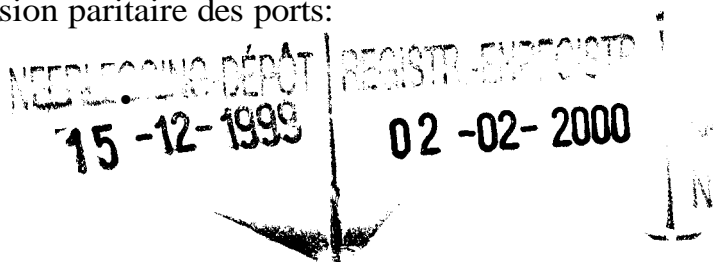
Article 3

Les statuts dudit « comité paritaire de coordination » s'appliquent aux employeurs et aux travailleurs ressortissant à la Commission paritaire des ports.

CHAPITRE III: FINANCEMENT - SUBVENTIONS DE FORMATION

Article 4

Afin de réaliser les objectifs fixés à l'article 2, il est prévu, comme envisagé par la convention collective de travail accord social 1999-2000 du 30 avril 1999 de la Commission paritaire des ports:



53.841/6/301

1. **qu'un** effort supplémentaire soit fourni par Sous-commission paritaire à raison de **0,50 %** sur les salaires bruts en faveur de la formation, du recyclage et de la formation permanente. Cet effort s'inscrit dans l'engagement de l'accord interprofessionnel 1999-2000 de réaliser des efforts supplémentaires de formation permanente. Cette formation concernera toutes les catégories de travailleurs, avec une attention spéciale pour les travailleurs particulièrement vulnérables pour le chômage de longue durée et les demandeurs d'emploi.
2. que les deux parties confirment que la politique de formation doit investir de manière prévoyante en la disponibilité pour le «marché du travail portuaire».

Afin de réaliser les objectifs contenus dans l'article 2, et **de élaborer** une structure coordonnante de formation sectorielle, les Sous-commissions paritaires fourniront une contribution financière au comité paritaire de coordination. Cette contribution est chiffrée annuellement et approuvée par la Commission paritaire des ports.

Article 5

§ 1 Le droit aux «subventions de formation» naît pour chaque centre de formation **et/ou** entreprise:

- a) du chef de l'occupation de **travailleurs(euses) concerné(e)s**;
- b) pour autant qu'elles concernent des initiatives de formation **et/ou** des plans de formation d'entreprise paritaires pour **travailleurs(euses) et demandeurs(euses)** d'emploi qui tombent sous l'article 1^{er} de la présente convention collective de travail.

§ 2 L'importance de la subvention de formation est fixée par la Sous-commission paritaire du port concerné, compte tenu de ses perspectives budgétaires et des avis en la matière émis par le comité paritaire de coordination.

Article 6

Le centre de formation **et/ou** l'employeur qui, en application de l'article 5, souhaite pouvoir prétendre à une «subvention de formation» sont tenus de mettre à disposition toutes les données requises, dans le dossier pour la Sous-commission paritaire en vue de l'identification des **travailleurs(euses) et demandeurs(euses)** d'emploi concerné(e)s, de l'initiative de formation et de la référence au centre **et/ou** lieu de formation où a lieu la formation **et/ou l'apprentissage**.

La Sous-commission paritaire transmet ces données au comité paritaire de coordination.

Article 7

Le comité paritaire de coordination fixe la manière dont doit se faire la demande de paiement de la subvention de formation et dresse à cette fin les documents requis.

CHAPITRE IV: DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 8

Le comité paritaire de coordination consiste en:

- d'une **part**, 5 membres effectifs et 5 membres suppléants des organisations de travailleurs **représentatives**, qui sont représentées à la Commission paritaire des ports;
- d'autre **part**, 5 membres effectifs et 5 membres suppléants des organisations d'employeurs **représentatives**, qui sont représentées à la Commission paritaire des ports.

Article 9

Le comité paritaire de coordination désigne un président et un vice-président. Il désigne en outre la personne qui est chargée du secrétariat.

Article 10

Le comité paritaire de coordination se réunit sur convocation par le président. Le président est tenu de convoquer le comité au moins une fois par trimestre et chaque fois qu'au moins trois membres du comité paritaire de coordination en font la demande.

Les convocations mentionnent l'ordre du jour succinct. Les procès-verbaux des réunions sont rédigés par le secrétaire.

Des extraits de ces procès-verbaux sont signés par le président.

Le comité paritaire de coordination ne peut délibérer valablement qu'en présence de la majorité de ses membres et de chacune des deux représentations.

S'il faut procéder à un vote, les deux représentations doivent voter en nombre égal. Si elles ne sont pas en nombre égal, le sort désignera celui qui ne votera pas comme membre, à moins qu'un membre ne se retire volontairement.

Les décisions sont prises à la majorité des voix.

Cependant, si, à une deuxième réunion, la majorité visée aux alinéas précédents n'a pu être atteinte, les décisions seront prises à la majorité simple des membres présents. Ce mode de vote doit cependant être mentionné explicitement dans le procès-verbal de cette deuxième réunion.

Les membres ne peuvent participer à des délibérations ou des votes relatifs à des affaires qui les concernent personnellement. Leur abstention est mentionnée au procès-verbal.

Annuellement, au cours du deuxième trimestre, le comité paritaire de coordination fera rapport à la Commission paritaire des ports de ses travaux au cours de l'exercice écoulé.

Article 11

L'exercice débute au 1^{er} janvier et se termine au 31 décembre. Chaque année, et au plus tard le 30 septembre, le projet de budget est rédigé par le comité paritaire de coordination pour l'exercice suivant et soumis à l'approbation de la Commission paritaire des ports au plus tard au 31 octobre. La clôture des comptes doit être soumise pour approbation à la Commission paritaire des ports avant le 30 juin.

Les Sous-commissions paritaires **élaboreront**, chacune pour ce qui la concerne, des mesures de transition concernant l'affectation des moyens financiers perçus à l'exercice 1999.

Article 12

La présente convention collective de travail est conclue pour une durée indéterminée. Elle prend effet au 1^{er} janvier 2000. Elle peut être dénoncée à partir du 1^{er} janvier 2001 par chacune des parties **signataires**, moyennant un préavis de 6 mois notifié par lettre recommandée à la poste au Président de la Commission paritaire des ports.

Anvers, le 13 décembre 1999



PARITAIR COMITE VOOR HET HAVENBEDRIJF

Collectieve arbeidsovereenkomst van 13 december 1999 houdende de oprichting en werking van een paritair coördinatiecomité voor vakopleiding.

HOOFDSTUK I: TOEPASSINGSGEBIED - DOEL

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werknemers die onder de bevoegdheid vallen van het Paritair Comité voor het Havenbedrijf, en op de werkgevers die deze werknemers tewerkstellen.

Er wordt, in uitvoering van de collectieve arbeidsovereenkomst sociaal akkoord 1999-2000 voor de havenarbeiders gesloten in het Paritair comité voor het Havenbedrijf op 30 april 1999, een "Paritair Coördinatiecomité voor Vakopleiding", verder genoemd "Het paritair Coördinatiecomité" opgericht in de schoot van het "Paritair Comité voor het Havenbedrijf

Artikel 2

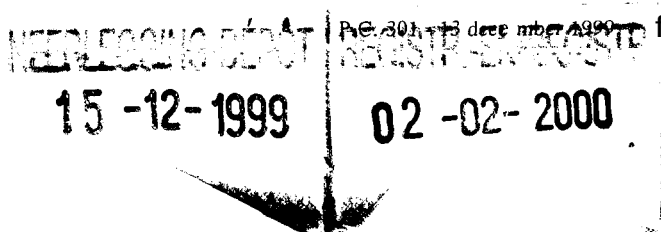
Het Paritair Coördinatiecomité voor Vakopleiding heeft als opdracht:

1. De opleidingsprogramma's die in de diverse havens worden gehanteerd, zoveel mogelijk op elkaar afstemmen, evenals het inzetten van het didactisch materiaal;
2. Identieke procedures vastleggen voor de opleidingscentra op niveau van de Paritaire Subcomités (o.a. Opleidingscentrum voor Havenarbeiders, Maria-ter-Duinstituut, ...) tot het bekomen van opleidingstussenkomsten voor paritaire vormingsinitiatieven;
3. Procedures vastleggen voor de bedrijven tot het bekomen van een opleidingstussenkomst waarbij:
 - a) het bedrijfsopleidingsplan en de aanvraag tot tussenkomst bij het Paritair Subcomité moeten ingediend worden;
 - b) de omvang van de opleidingstussenkomst rekening zal houden met de inspanningen op gebied van vorming, geleverd op bedrijfsniveau.

HOOFDSTUK II: TOEPASSINGSGEBIED

Artikel 3

De statuten van dit "Paritair Coördinatiecomité" zijn van toepassing op de werkgevers en werknemers die ressorteren onder het Paritair Comité voor het Havenbedrijf.



HOOFDSTUK III: FINANCIERING - OPLEIDINGSTUSSENKOMSTEN

Artikel 4

Teneinde de in artikel 2 gestelde doeleinden te verwezenlijken, wordt er zoals in collectieve arbeidsovereenkomst sociaal akkoord 1999-2000 van 30 april 1999 van het "Paritair Comité voor het Havenbedrijf" voorzien dat:

1. Per Paritair Subcomité wordt een boventallige inspanning geleverd ten belopen van 0,5% op de brutolonen ten behoeve van de opleiding, her- en bijscholing. Deze inspanning kadert in het engagement van het Interprofessioneel Akkoord 1999-2000 om meer bijkomende inspanningen van permanente vorming te realiseren. Deze vorming zal betrekking hebben op alle werknemerscategorieën met de nadruk op de werknemers die erg kwetsbaar zijn voor langdurige werkloosheid en de werkzoekenden.
2. Beide partijen bevestigen dat het opleidingsbeleid vooruitziend moet investeren in de inzetbaarheid op de "havenarbeidsmarkt".

Teneinde de doelstellingen vervat in artikel 2 te bewerkstelligen, en een coördinerende structuur van sectorale vorming uit te werken, zullen de Paritaire Subcomités een financiële bijdrage leveren aan het Paritair Coördinatiecomité. Deze bijdrage wordt jaarlijks begroot en goedgekeurd door het Paritair comité voor het Havenbedrijf.

Artikel 5

- §1. Het recht op "opleidingstussenkomsten" ontstaat voor elk opleidingscentrum en/of bedrijf:
- a) uit hoofde van de tewerkstelling van betrokken werknemers(sters);
 - b) voor zover het paritaire vormingsinitiatieven en/of bedrijfsopleidingsplannen betreft voor werknemers(sters) en werkzoekenden vallende onder artikel 1 van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst.
- §2. De belangrijkheid van de opleidingstussenkomst wordt vastgesteld door het bevoegd Paritair Subcomité van de betrokken haven rekening houdende met haar begrotingsvooruitzichten en de adviezen terzake uitgebracht door het Paritair Coördinatiecomité.

Artikel 6

Het opleidingscentrum en/of de werkgever die, in toepassing van artikel 5 in aanmerking wensen te komen voor "opleidingstussenkomst" zijn gehouden om in het dossier voor het Paritair subcomité de nodige gegevens ter beschikking te stellen, met het oog op de

identificatie van de betrokken werknemers(sters) en werkzoekenden, het vormingsinitiatief en de verwijzing naar de opleidingscentrum en/of opleidingsplaats waar de vorming en/of opleiding plaatsheeft.

Het Paritair Subcomité maakt deze gegevens over aan het Paritair Coördinatiecomité

Artikel 7

Het Paritair Coördinatiecomité bepaalt de wijze waarop aanvraag tot betaling van de opleidingstussenkomst dient te gebeuren en stelt hiervoor de nodige documenten op.

HOOFDSTUK IV: ALGEMENE BEPALINGEN

Artikel 8

Het Paritair Coördinatiecomité bestaat:

- enerzijds uit 5 effectieve leden en 5 plaatsvervangende leden van de representatieve werkgeversorganisaties, die in het Paritair Comité voor het Havenbedrijf vertegenwoordigd zijn.
- anderzijds uit 5 effectieve leden en 5 plaatsvervangende leden van de representatieve werknemersorganisaties die in het Paritair Comité voor het Havenbedrijf vertegenwoordigd zijn.

Artikel 9

Het Paritair Coördinatiecomité wijst een voorzitter en een ondervoorzitter aan. Hij wijst daarenboven de persoon aan die belast wordt met het secretariaat.

Artikel 10

Het Paritair Coördinatiecomité vergadert op bijeenroeping van de voorzitter.

De voorzitter is gehouden minstens ieder kwartaal en telkens wanneer tenminste drie leden van het Paritair Coördinatiecomité er om verzoeken, het comité bijeen te roepen.

De oproepingen vermelden de beknopte agenda. De verslagen van de vergaderingen worden opgemaakt door de secretaris.

Uittreksels van deze verslagen worden ondertekend door de voorzitter.

Het Paritair Coördinatiecomité kan alleen geldig beslissen bij aanwezigheid van de meerderheid der leden en van elk der beide afvaardigingen.

Indien tot een stemming moet worden overgegaan, dienen beide afvaardigingen in gelijk aantal te stemmen. Zijn zij in ongelijk getal, dan zal het lot aanwijzen wie als lid niet zal stemmen,

tenzij een lid zich vrijwillig terugtrekt.

De beslissingen worden genomen bij meerderheid van stemmen.

Indien echter bij een tweede vergadering de in vorige paragrafen vermelde meerderheid niet kon bereikt worden, zullen de beslissingen genomen worden bij eenvoudige meerderheid van de aanwezige leden. Deze wijze van stemming moet evenwel uitdrukkelijkvermeld worden op de agenda van die tweede vergadering.

De leden mogen niet deelnemen aan beraadslagingen of stemmingen betreffende aangelegenheden waarbij zij persoonlijk betrokken zijn. Hun onthouding wordt in de verslagen opgetekend.

Jaarlijks zal in de loop van het tweede kwartaal het Paritair Coördinatiecomité aan het Paritair Comité voor het Havenbedrijf verslag uitbrengen over zijn werking tijdens het afgelopen jaar.

Artikel 11

Het werkjaar neemt een aanvang op 1 januari en eindigt op 31 december. Elk jaar en ten laatste 30 september wordt door het Paritair Coördinatiecomité de ontwerp-begroting van het volgend dienstjaar opgemaakt, en wordt ter goedkeuring onderworpen van het Paritair comité voor het Havenbedrijf uiterlijk op 31 oktober. De afsluiting der rekeningen, dienen ter goedkeuring aan het Paritair Comité voor het Havenbedrijf ondenvorpen te worden voor 30 juni.

De paritaire subcomités zullen wat elk van hen betreft overgangsmaatregelen uitwerken omtrent de aanwending van de financiële middelen geïnd in het jaar 1999.

Artikel 12

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten voor onbepaalde duur. Zij gaat in op 1 januari 2000. Zij kan worden opgezegd vanaf 1 januari 2001 door elk van de ondertekenende partijen mits een opzeggingstermijn van 6 maanden welke met een ter post aangetekende brief wordt betekend aan de voorzitter van het Paritair comité voor het Havenbedrijf.

Antwerpen, 13 december 1999.